

Portugal : sortir du capitalisme, expliquer la crise et exiger la démocratie

vendredi 16 septembre 2011, par [MOREIRA Ricardo](#) (Date de rédaction antérieure : 29 août 2011).

Contribution faite lors de l'université d'été du NPA à Port Leucate, fin août 2011.

Au Portugal, le gouvernement Socrates (PS) a présenté trois plans d'austérité pour réduire la dette publique. Ces plans se composaient de lourdes réductions dans les salaires du personnel des services publics, d'augmentation des impôts de la TVA ou des impôts sur les revenus et des coupes dans les services publics et l'aide sociale. Ces plans d'austérité ont entraîné une récession encore plus brutale, la hausse du chômage, et ont échoué à atteindre les objectifs fixés pour le déficit. Le Bloc de gauche a présenté une motion de censure au Parlement, arguant que ce gouvernement n'avait aucune légitimité pour gouverner. Cette motion de censure a été rejetée par la droite, mais quelques semaines après, quand le gouvernement de Socrates a été obligé de présenter un quatrième plan d'austérité, la droite a voté contre et, par la suite, le gouvernement a démissionné.

Pendant la période électorale, deux jours après une réunion avec les présidents des principales banques, le gouvernement PS a demandé l'intervention du FMI. Cet épisode a clairement montré qui allait payer la crise des banques et pour qui le PS gouvernait.

L'entente avec le FMI a été signée par le PS et les partis de droite. Les mesures antisociales telles que l'attaque des allocations chômage et des retraites, la réduction des services publics et les changements dans les lois sur le travail, ont été légitimées par une intense campagne de propagande basée sur la peur et l'aspect inévitable de ce choix.

Les élections générales du 5 juin ont eu comme vainqueur un gouvernement de coalition libérale-conservatrice de droite (PSD/CDS), qui a promis d'aller au-delà du plan du FMI, en particulier en ce qui concerne la réforme des lois sur le travail qui va augmenter l'insécurité de l'emploi et la précarité. En outre, ce nouveau gouvernement a déjà annoncé la réduction de 50 % de la prime de Noël de tous les salariés portugais, et a fait augmenter les impôts, contribuant ainsi à la récession économique.

Dès la première heure, le Bloc de gauche s'est engagé, dans la rue mais aussi au Parlement, à expliquer la crise et à lutter contre le chantage de l'inévitable. Résister à ces politiques signifie mobiliser les travailleurs pour refuser les coupes et les politiques antisociales, et aussi présenter des alternatives politiques qui mettent en évidence les contradictions de la politique du FMI.

Un de nos apports à la campagne électorale a été l'exigence d'un audit de la dette portugaise et la nécessité de renégocier les taux d'intérêt et les modalités de paiement du prêt du FMI. Nous savons que la lutte pour la transparence et la démocratie est la proposition la plus radicale au Portugal pour résister au chantage des politiques de la dette et des coupes antisociales.

Le 24 novembre 2010, nous avons soutenu une grève générale massive qui, pour la première fois depuis la Révolution de 1974, a rassemblé les deux centrales syndicales pour protester contre les mesures d'austérité.

Les militantEs du Bloc de gauche dans le mouvement des précaires ont contribué de manière décisive à la mobilisation du 12 mars 2011 (où plus de 400 000 personnes sont descendues dans les rues à travers le pays contre le chômage et la précarité) en y ajoutant mobilisation et expression politique. Nous étions aussi présents aux Acampadas de Lisbonne et Porto, qui ont rassemblé des centaines de personnes et qui pour beaucoup d'entre eux/elles, ont représenté un réveil politique majeur.

Toutefois, l'intervention du FMI, la propagande de l'inévitable et la victoire remportée par la droite aux élections, ont créé un état de démission chez les travailleurs et travailleuses. Le Bloc de gauche portugais s'engage à changer cette démission en indignation et en action.

À partir de septembre, la mobilisation des secteurs syndicaux, du mouvement des travailleurs précaires et de la population en général pourra prendre de l'élán. Le Bloc de gauche s'est engagée à unir ses forces pour que les mobilisations populaires arrivent à entraîner dans la rue non seulement des militants et activistes mais aussi toutes celles et tous ceux qui rejettent les mesures du FMI et des partis qui les soutiennent.

Ricardo Moreira, 29 août, Port-Leucate.

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 114 (08/09/11).